

LA GUERRE CIVILE RUSSE

1918-1921

Une esquisse opérationnelle et stratégique
des opérations de combat
de l'Armée Rouge

*A.S Bubnov, S.S. Kamenev, M.N. Toukhatchevski
et R.P. Eideman*

Chapitre 1

La situation politique intérieure et extérieure.

Les théâtres de guerre.

Intervention. Étapes de son développement. Les principales forces motrices de la révolution. La formation des centres du mouvement contre-révolutionnaire. Une brève description des théâtres de guerre. Les orientations opérationnelles les plus importantes

L'une des conséquences de la révolution d'Octobre dans le domaine de la politique étrangère a été une série de transpositions dans les relations mutuelles entre la Russie et les autres États.

L'élément le plus vital de cette transposition a été que la Russie soviétique est sortie de la guerre avec les puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie et Bulgarie). L'Allemagne, ayant officiellement reconnu la domination soviétique et conclu la paix avec lui, tout en profitant de l'extrême faiblesse militaire de la Russie soviétique, a occupé l'Ukraine et la Finlande avec ses troupes. L'occupation de l'Ukraine élargit considérablement la base économique des puissances centrales, en particulier celle de l'Allemagne, et leur assura des positions de flanc stratégiques favorables dans l'éventualité d'une résurrection d'un nouveau front oriental anti-allemand sous l'influence des efforts de l'Entente. L'Allemagne, tout en reconnaissant le gouvernement soviétique, apportait en même temps son soutien aux organisations et aux groupes contre-révolutionnaires, par exemple le long du Don, en Géorgie, etc., ce qui rendait notre situation plus difficile dans une large mesure. L'Autriche-Hongrie, qui ne montrait aucune indépendance en matière de politique étrangère, suivait humblement l'Allemagne. Le sultanat turc, satisfait de la cession d'Ardagan, de Kars et de Batoum à celui-ci, n'avait pas de revendications immédiates contre la RSFSR. En dehors de cela, l'Allemagne a contribué à l'isolement de la Turquie en apportant son soutien au gouvernement menchevik de Géorgie dans le but d'obtenir l'accès aux matières premières du Transcaucase.

Ici, il est nécessaire de s'arrêter sur ce changement typique par rapport à la RSFSR qui a été noté dans la politique de l'Allemagne impériale à la veille de son effondrement militaire et politique. Sous l'influence de la situation catastrophique sur le front militaire et de la vague montante de révolution dans le pays, le gouvernement allemand était confronté à deux objectifs immédiats : conclure un armistice à l'Ouest et lutter contre l'approche de la révolution. Le passage à une approche activement hostile à l'égard de la RSFSR, de l'avis de la classe dirigeante allemande, était censé être l'un des moyens de combattre sa propre révolution et l'un des facteurs atténuants dans les négociations de paix à venir avec l'Entente. C'est par ces circonstances que l'on peut expliquer la rupture des relations diplomatiques avec nous, qui a eu lieu à l'initiative des Allemands, le 5 novembre 1918. L'explosion révolutionnaire du 9 novembre 1918 empêcha l'impérialisme allemand de s'unir à l'impérialisme mondial dans sa lutte contre la Russie soviétique.

Abattue par les conditions de l'armistice et du traité de Versailles de 1919, dictées par l'impérialisme de l'Entente qui avait triomphé dans la guerre impérialiste, et réduite au rang d'une puissance politique et militaire insignifiante, l'Allemagne cessa à partir de l'automne 1918 de jouer un rôle de premier plan dans l'encerclement extérieur de notre république. Le soutien qu'elle apportait aux organisations contre-révolutionnaires, sous la forme du corps de volontaires de von der Goltz, poursuivait un objectif limité : avec l'aide de ce corps, l'Allemagne s'efforçait de préserver son influence dans les États baltes et de protéger ses frontières contre la vague de bolchevisme qui s'approchait d'elle. Cependant, dès l'été 1919, l'Allemagne, sous la pression des puissances de l'Entente, fut forcée de rappeler le corps d'armée de von der Goltz et de le dissoudre.

Toute la politique ultérieure de l'Allemagne à l'égard de la RSFSR, jusqu'à la reprise des relations diplomatiques directes, a également été caractérisée par une double ligne de conduite. Trop faible politiquement et militairement pour mener une politique indépendante et active à l'égard de la RSFSR, l'Allemagne, sous la pression de ses propres cercles réactionnaires, n'était parfois pas réticente à travailler main dans la main avec l'Entente dans la lutte de celle-ci contre nous, mais pour cela elle exigeait la révision et l'assouplissement du traité de Versailles. Seul le rejet catégorique de ces exigences par l'Entente força l'Allemagne à changer une fois de plus l'orientation de sa politique. À l'automne 1919, lorsque l'Entente décréta un blocus de la Russie soviétique, l'Allemagne refusa d'y participer, acceptant toutefois de participer à d'autres formes et méthodes de « lutte contre le bolchevisme ».

En 1920, l'Allemagne mena une politique de neutralité absolue dans la guerre polono-soviétique, malgré les efforts de certains de ses cercles militaires et réactionnaires pour s'opposer activement à l'Union soviétique (cet effort était une réponse à la proposition du ministre britannique de la Guerre Churchill d'entraîner l'Allemagne dans une campagne contre Moscou et de la compenser sous la forme d'un certain assouplissement du traité de Versailles). La description de la voie ultérieure qui a conduit l'Allemagne et la RSFSR au rétablissement de relations normales, qui a été fixée par le traité de Rapallo⁶ du 16 avril 1922, dépasse le cadre de notre travail.

Un rôle incomparablement plus complexe et plus large dans la guerre civile appartient aux puissances de l'Entente et à ces nouveaux États qui ont émergé des ruines de l'ancien Empire russe et qui sont connus sous le nom d'États frontaliers (Finlande, Pologne, Estonie, Lettonie et Lituanie).

Les gouvernements de l'Entente comprenaient très bien la signification internationale du coup d'État d'octobre et son caractère socialiste. Cependant, ils avaient les mains liées par la lutte contre l'impérialisme allemand et l'Entente n'était donc pas en mesure d'intervenir immédiatement contre le premier État ouvrier. Après que l'Entente eut réussi à remporter une victoire décisive sur les puissances centrales, la Grande-Bretagne et la France, ses principaux représentants en Europe, proclamèrent ouvertement comme mot d'ordre la lutte contre le pouvoir soviétique jusqu'à sa destruction. Jusqu'à la défaite de l'Allemagne, c'est-à-dire jusqu'à la seconde moitié de 1918, la position des pays de l'Entente dans ce qu'on appelait la « question russe » est restée indéfinie, indécise et contradictoire.

Le 25 novembre 1917, un représentant du gouvernement britannique, Robert Cecil, annonça officiellement au Parlement la non-reconnaissance du régime soviétique par son gouvernement, sans exclure toutefois un certain type de relations d'affaires avec celui-ci.

Les représentants diplomatiques et militaires de France, tout en ne reconnaissant pas le gouvernement soviétique, se manifestèrent plus vivement et définitivement et cherchèrent à influencer directement le commandement militaire de l'ancienne armée en la personne du général Doukhonine. Dans le même temps, la presse des deux pays, en devançant leurs gouvernements respectifs, continua à discuter avec force la question de l'intervention, désignant même le Japon comme l'agent de cette intervention. En ce qui concerne les États-Unis, au début de l'existence du régime soviétique, ils ont cherché à rester neutres dans la question russe jusqu'à ce que la situation puisse être éclaircie. La position des autres puissances n'a pas eu le temps de se révéler suffisamment.

Une hésitation plus aiguë dans la politique des puissances de l'Entente à l'égard de la république soviétique coïncida avec le début des négociations de paix de Brest. La Grande-Bretagne, dans l'attente de l'issue définitive de ces négociations, cherchait à rester neutre à l'égard du gouvernement soviétique. D'autre part, l'action isolée du Japon, qui effectua un petit débarquement à Vladivostok le 12 décembre (29 novembre) 1917, fut chaleureusement accueillie par la presse française. Dans le même temps, le gouvernement japonais protesta catégoriquement contre les plans d'intervention en Russie qui lui étaient attribués. La ligne du gouvernement américain dans la question russe a été définie dans le discours hypocrite et mensonger du président américain Wilson lors d'une session du Congrès le 8 janvier 1918, où il a parlé du souhait de l'Amérique d'apporter une aide possible au peuple russe et de son « désir » de parvenir à la liberté et à une paix ordonnée.

En janvier 1918, la France s'engage sur la voie de l'aide décisive aux ennemis du régime soviétique. Le 9 janvier 1918, elle accorda un prêt au régime antisoviétique de la *Rada* ukrainienne et nomma le chef de sa mission militaire en Ukraine son représentant officiel auprès de la *Rada* ukrainienne. Dans le même temps, le gouvernement français refusa d'envoyer son représentant à Petrograd et refusa de délivrer des passeports aux socialistes français souhaitant se rendre en Russie soviétique.

Dans le contexte de cette situation politique générale, l'un des membres de l'Entente, la Roumanie, s'empresse de profiter des difficultés du régime soviétique et entreprend à la fin de janvier 1918 de s'emparer de la Bessarabie sous prétexte de sécuriser ses approvisionnements et ses lignes de communication. Le gouvernement soviétique répondit par l'arrestation temporaire de l'ambassadeur Diamandi et adopta des mesures pour défendre le territoire de la république.

Le 18 février, l'Allemagne, après avoir rompu les négociations à Brest, reprit son offensive contre la Russie soviétique, avec pour objectif d'abord d'occuper le territoire ukrainien puis la région balte.

L'expansion des bases économiques de l'Allemagne aux dépens du territoire ukrainien et les négociations en cours du régime soviétique avec le gouvernement allemand pour conclure une paix ont ravivé les désirs interventionnistes de l'Entente ; l'idée de la nécessité de créer un front anti-allemand sur le territoire russe, indépendant de la participation du gouvernement soviétique, a été avancée comme argument.

Le maréchal Foch, commandant en chef suprême des Alliés, s'exprima plus nettement sur cette question. Dans une interview parue dans la presse américaine le 26 février, il déclare ouvertement que « l'Amérique et le Japon doivent rencontrer l'Allemagne en Sibérie, et ils ont l'occasion de le faire ».

À partir de ce moment, la question de la possibilité de créer un front anti-allemand en Russie, avec ou sans la participation du gouvernement soviétique, fut la principale question sur laquelle se concentrèrent les efforts de la diplomatie alliée jusqu'à leur rupture ouverte avec le régime soviétique. En fait, dès le 28 février, la presse américaine rapportait, encore de manière semi-officielle, la proposition du Japon aux États-Unis et aux Alliés de commencer des opérations militaires conjointes en Sibérie dans le but d'économiser la grande quantité de fournitures militaires concentrées à Vladivostok. Cette proposition fut reprise par la quasi-totalité de la presse alliée, qui mena une campagne intensive de soutien à l'intervention japonaise. Les cercles politiques français, ainsi que la presse française, considéraient l'occupation de la Sibérie par les Japonais comme « une juste punition des bolcheviks pour avoir annulé les dettes de la Russie et conclu une paix séparée ». Au même moment, Chinda, l'ambassadeur du Japon en Grande-Bretagne, déclarait que dans ce cas, le Japon procédait d'un point de vue global des Alliés, et pas seulement d'un point de vue strictement japonais. Cependant, il devint bientôt clair que le Japon prévoyait une liberté d'action totale en Sibérie en guise de paiement pour son mouvement. Cette liberté d'action fut d'abord pensée comme la saisie de l'ensemble du chemin de fer transsibérien sous prétexte de le « défendre » contre les prétentions allemandes. Mais l'action japonaise n'a pas eu lieu. Il rencontra l'opposition énergique des États-Unis, en la personne du président Wilson.

Le 3 mars 1918, l'émissaire japonais à Washington, en présence des représentants britanniques, français et italiens, reçoit la note de Wilson dans laquelle il déclare qu'il doute fort de l'utilité d'une intervention. Les raisons qui guidaient Wilson dans cette démarche se résumaient au fait que la politique d'intervention ne ferait que renforcer les éléments révolutionnaires extrémistes en Russie et provoquerait l'indignation dans tout le pays. En outre, l'engagement même sur la voie de l'intervention contredisait les objectifs militaires prétendument démocratiques de l'Amérique.

Il est nécessaire de garder à l'esprit que cette déclaration n'a fait que masquer la véritable raison pour laquelle l'Amérique ne souhaite pas participer à une intervention avec le Japon. Cette raison résidait dans la divergence radicale d'intérêts entre le Japon et les États-Unis. L'Amérique a suivi avec désapprobation les efforts du Japon pour renforcer son influence sur le continent asiatique.

Wilson s'obstina à ce point de vue au cours des six mois suivants et, lorsqu'il fut finalement forcé d'accepter d'intervenir sous la pression de la diplomatie de l'Entente et de l'opinion publique bourgeoise de son propre pays, il autorisa la participation de troupes américaines principalement pour contrebalancer secrètement le Japon, la France et la Grande-Bretagne. Les cercles réactionnaires britanniques, à leur tour, se sont empressés de l'idée d'une intervention japonaise, dont ils croyaient que le résultat serait la destruction complète du régime soviétique.

Le 4 mars 1918, le *Times* écrivit sur la nécessité de « soutenir les éléments sains de la population sibérienne et de leur offrir la possibilité d'adhérer à la bannière de l'ordre et de la liberté sous l'égide des alliés de la Russie et des États-Unis ». Le 5 mars 1918, le *Daily Mail* insista sur la nécessité d'inviter le Japon en Sibérie et de créer à partir de la Russie asiatique un contrepoids à la Russie européenne.

Le résultat de la préparation du Japon à un mouvement actif en Sibérie fut l'apparition, le long de notre frontière extrême-orientale, des bandes de l'*ataman* Semyonov. Considérant nos frontières extrême-orientales comme le premier site de lancement d'une intervention, les Alliés se sont empressés de former à Pékin le premier gouvernement contre-révolutionnaire russe fictif sous le prince L'vov et Putilov. En outre, le Japon cherchait à attirer la Chine dans son mouvement. On peut donc considérer qu'à partir de la paix de Brest-Litovsk, la pensée d'intervention prédominait parmi les diplomates et les personnalités politiques des puissances de l'Entente.

Afin d'expliquer la suite des événements, il faut maintenant s'arrêter brièvement sur le travail de la diplomatie de l'Entente.

Un trait caractéristique des relations mutuelles qui s'étaient instaurées à la suite de la révolution d'Octobre était que le chef du corps diplomatique, en la personne de l'ambassadeur britannique Buchanan, de l'ambassadeur français Noulens et de l'ambassadeur américain Francis avait adopté une position irréconciliable à l'égard du régime soviétique, se dérochant à toute forme de relation avec lui. Tandis que les relations continues étaient assurées par des exécuteurs testamentaires secondaires. Certains d'entre eux se sont montrés moins préjugés et, profitant de leur influence sur leurs ambassadeurs, ont parfois réussi à influencer des décisions importantes de leurs gouvernements dans la question russe. Peu de temps après, après le départ de Russie de l'ambassadeur britannique Buchanan, Lockhart resta son adjoint, qui était d'abord un ennemi acharné de l'intervention et un partisan d'un arrangement avec le régime soviétique. Cette politique de Lockhart trouve son soutien en la personne du représentant de la mission militaire française en Russie, le capitaine Sadoul, qui s'efforce également de se rapprocher du régime soviétique ; en février et mars, il réussit à neutraliser considérablement l'influence de son ambassadeur, Noulens.

François, l'ambassadeur américain et un opposant farouche au régime soviétique, s'est neutralisé par le fait que, de sa propre initiative, les ambassadeurs alliés sont partis pour Vologda. Raymond Robbins reste son adjoint au gouvernement soviétique et est également chef de la mission de la Croix-Rouge. Ces trois hommes, c'est-à-dire Sadoul, Lockhart et Robbins, cherchaient à amener leurs gouvernements à reconnaître le régime soviétique afin, comme ils le pensaient, d'empêcher le régime de signer le traité de Brest-Litovsk. Sous l'influence de Robbins, Francis rédigea une ébauche de rapport à l'intention de son gouvernement. Mais en même temps, les missions étrangères étaient intensément impliquées dans les questions de préparation des forces contre-révolutionnaires internes de la Russie pour renverser le gouvernement soviétique. Ils se sont secrètement rapprochés des groupes contre-révolutionnaires à l'intérieur du pays et ont commencé à leur apporter leur aide. Encore plus tôt, à savoir en décembre 1917, les représentants militaires de la France et de la Grande-Bretagne parvinrent à atteindre le Don et promirent aux généraux Kalédine, Kornilov et Alekseyev une aide financière significative au nom de leurs gouvernements.

Le 25 mars 1918, le Japon obtint l'accord de la Chine pour une intervention en Sibérie au cas où « une influence hostile pénétrerait en Sibérie ». Cet accord libéra les mains du Japon pour des opérations en Mandchourie et en Sibérie. Par la suite, le 5 avril 1918, l'amiral japonais Kato effectua à Vladivostok un débarquement totalement inattendu pour les puissances de l'Entente. Néanmoins, ils n'ont pas protesté contre cet atterrissage, déclarant qu'il s'agissait d'une simple précaution policière. C'est précisément dans cet esprit qu'à Vologda, le 16 avril, François expliqua

la signification de ce débarquement, l'attribuant à l'initiative de l'amiral japonais. Le gouvernement britannique adhéra officiellement au même point de vue.

Les Alliés ont adhéré à la politique de réduction tout au long de la première quinzaine de mai, dans l'attente des résultats de l'organisation des complots contre-révolutionnaires et des soulèvements organisés avec leur aide. Mais dès la seconde quinzaine de mai, on constata un brusque tournant dans la politique de l'Entente en matière de relations mutuelles avec le gouvernement soviétique.

Ce tournant signifiait que la diplomatie de l'Entente avait achevé son travail préliminaire en préparant une explosion de l'intérieur et considérait que le masque pouvait maintenant être enlevé. L'ambassadeur de France, Noulens, y joua un rôle de premier plan.

Dans ses négociations avec les socialistes-révolutionnaires, la mission française avait déjà réussi à élaborer tout un plan pour créer un front contre-révolutionnaire de la Volga ; l'un des maillons de ce plan était la prise de Yaroslavl. S'appuyant sur cela, les forces alliées, qui étaient censées s'emparer de Vologda, pouvaient menacer Moscou. Des organisations d'officiers secrets furent invitées à se soulever simultanément à Rybinsk, Yaroslavl, Vladimir et Murom. La mutinerie du corps tchécoslovaque devait commencer en même temps.

Peu à peu, sous l'influence des instructions de son gouvernement, Lockhart commença à prendre le parti de Noulens. Ainsi, à la fin du mois de mai 1918, le point de vue de la nécessité d'intervenir contre le régime soviétique avait triomphé parmi les membres de l'Entente. Abondamment approvisionné en argent, le corps tchécoslovaque se révolta ouvertement sous le prétexte honteux de changer son itinéraire de mouvement de Vladivostok à Archangel, ce qui répondait aux souhaits exprimés par les Alliés eux-mêmes. Le 4 juin 1918, les gouvernements alliés examinaient déjà catégoriquement l'éventuel désarmement du corps tchécoslovaque en tant qu'acte hostile contre les Alliés. Le 20 juin, l'un des membres du gouvernement britannique, Balfour, déclara à la Chambre des communes que « le gouvernement britannique ne peut donner aucune garantie qu'il ne participera pas à une intervention armée ». Des voix se sont également élevées en Amérique pour une intervention. L'ancien président Taft a ouvertement déclaré que les États-Unis devraient permettre au Japon d'entrer en Sibérie. Afin d'observer un décorum extérieur, ils permirent à la formation à Harbin du « Comité russe d'Extrême-Orient », qui réclamait l'intervention immédiate des Alliés.

Les notes publiées de plusieurs diplomates de l'Entente nous révèlent que, tout au long des mois de juin et juillet 1918, le gouvernement français s'employa à convaincre les autres puissances de l'Entente en faveur d'une large intervention. La diplomatie française a été contrainte de travailler particulièrement dur à Washington, où Wilson a continué à se prononcer catégoriquement contre l'intervention et contre toute forme de récompense territoriale pour le Japon aux dépens de la Russie. La Grande-Bretagne hésitait quant à la possibilité de rétablir le front de l'Est. C'est ainsi qu'à la veille même de l'intervention, il n'a pas été possible d'observer une unanimité de vues suffisante et une coordination suffisante dans la politique de l'Entente, ce qui a accordé au gouvernement soviétique environ un mois de répit supplémentaire.

Désespérant de briser l'entêtement de Wilson, les diplomaties britannique et française décidèrent de parvenir à un accord direct avec le Japon, ce qui conduisit à un changement de position des États-Unis. Wilson décida de se ranger activement du côté des interventionnistes afin d'empêcher le Japon de mener une politique indépendante en Sibérie.

Le 6 juillet 1918, les détachements tchécoslovaques, à la suite de combats de rue avec des détachements soviétiques, s'emparent de Vladivostok. Des détachements alliés, qui avaient été débarqués à partir de navires, ont pris part à ce combat du côté des Tchécoslovaques, de sorte que ce jour peut être considéré comme le début d'une intervention ouverte et active (en substance, bien sûr, l'intervention avait commencé plus tôt). L'intervention n'a été légalement formulée qu'après le départ des missions de l'Entente de Vologda et leur arrivée en toute sécurité sur la côte de Murman³⁵. La déclaration du gouvernement américain du 5 août 1918 explique ainsi les objectifs de l'intervention : les États-Unis n'ont pas à l'esprit d'acquisitions territoriales ; il ne veut qu'aider les Tchécoslovaques, qui sont menacés d'être attaqués par des prisonniers de guerre austro-

allemands armés. Les déclarations des gouvernements britannique et français des 22 août et 19 septembre 1918 affirmaient, avec une franche hypocrisie, que l'objectif principal de l'intervention était le désir « d'aider à sauver la Russie de la division et de la ruine qui la menacent par les mains allemandes, qui s'efforcent d'asservir le peuple russe et d'utiliser ses innombrables richesses pour lui-même, Parce qu'il était tout à fait clair que l'objectif principal de l'intervention alliée était le renversement du gouvernement ouvrier et paysan afin de s'emparer des « innombrables richesses » de notre pays et de l'exploitation effrénée des masses ouvrières et paysannes. Il est clair, d'après ces phrases hautaines, que les impérialistes s'efforçaient de masquer le but réel de l'intervention : la défaite de la révolution prolétarienne, l'établissement d'une dictature bourgeoise et la transformation de la république soviétique en une semi-colonie sous contrôle impérialiste.

La vague montante du mouvement révolutionnaire dans toute l'Europe centrale et orientale s'est fait connaître au monde capitaliste-bourgeois par des signes tout à fait sinistres. La classe ouvrière révolutionnait rapidement dans les pays vaincus : le mouvement spartakiste en Allemagne atteignait une telle ampleur et une telle force que bientôt les puissantes explosions de la révolution résonnèrent dans les rues de Berlin, ses échos donnant vie aux républiques soviétiques bavaroise et hongroise. Un mouvement de grève s'empara des pays victorieux. Une vague de grèves déferla sur la Grande-Bretagne, la France et l'Italie. Voici des données qui pourraient potentiellement augmenter le poids relatif et l'importance de l'État soviétique et accélérer en conséquence le début et l'ampleur de l'intervention comme moyen d'éliminer l'« infection » révolutionnaire. Dès lors, la lutte contre le « poison du bolchevisme » est devenue une question de vie ou de mort pour le monde capitaliste. L'Entente n'a plus jugé nécessaire de se couvrir du masque de l'hypocrisie et sa politique s'est donc orientée vers son but par des voies plus ouvertes, ce qui nous permet de mieux mettre à nu son essence rapace et contre-révolutionnaire. Après avoir posé comme l'une des conditions d'un armistice avec l'Allemagne l'exigence de retirer ses troupes du territoire de l'ancien Empire russe, l'Entente stipulait néanmoins que cette libération de territoire ne devrait avoir lieu que lorsque les Alliés reconnaîtraient que, compte tenu de l'état intérieur de ce territoire, le moment opportun était venu pour le retrait des troupes allemandes. En soi, cette stipulation était une volonté de mener une intervention par la force des baïonnettes allemandes. Des circonstances complètement indépendantes de la volonté de l'Entente, sous la forme de la dissolution des forces d'occupation allemandes, ont contrecarré ce plan.

Les premières divergences entre la politique britannique et la politique française en ce qui concerne la « question russe » ont été relevées dans les vues sur le rôle futur de l'Allemagne dans ses relations avec la Russie soviétique. Lloyd George, le chef du gouvernement britannique, recommandait la modération à l'égard de l'Allemagne, afin de ne pas accélérer sa bolchevisation.

En ce qui concerne la Russie soviétique, la politique britannique poursuivait la tâche de son affaiblissement et de son isolement globaux avec l'aide et le soutien des forces contre-révolutionnaires et le déclenchement d'une guerre civile. L'expression cynique de ces objectifs cachés de la politique étrangère britannique était l'ambassadeur britannique à Paris, Lord Bertie. Voici ce que ce diplomate britannique a écrit dans son journal : « Si seulement nous pouvons parvenir à l'indépendance des États tampons limitrophes de l'Allemagne à l'est, c'est-à-dire la Finlande, la Pologne, l'Estonie, l'Ukraine, etc., peu importe combien nous pouvons en rassembler, alors, en ce qui me concerne, tout le reste peut aller au diable et mijoter dans son propre jus. » Cette ligne directrice de la politique extérieure et intérieure britannique coïncidait précisément avec les vues de la politique étrangère française à l'égard de la RSFSR. C'est pourquoi les deux puissances, qui ont commencé à éprouver des frictions entre elles immédiatement après la capitulation de l'Allemagne sur la supériorité politique prédominante sur le continent européen, ont néanmoins continué (au moins extérieurement) à faire front commun dans la question russe. La ligne de la politique étrangère française se distinguait à cette époque par son caractère extrêmement réactionnaire et irréconciliable.

Sa politique française, dont Clemenceau l'exemple, triompha à la conférence de Paris, qui s'était réunie le 19 janvier 1919. Ses résultats n'ont pas tardé à se manifester par le découpage fantasmé des territoires et des frontières de ces États intermédiaires censés jouer le rôle de tampon

entre la Russie et l'Allemagne, dont le plus prometteur était la Pologne. Ce dernier était considéré par Clemenceau comme un « futur bastion de la puissance militaire française à l'Est » et était censé être la barrière la plus fiable entre le bolchevisme allemand et russe. La politique de Clemenceau a eu d'autres conséquences réelles au sens strictement militaire.

Avec le soutien énergique de la France, toutes les nouvelles formations d'État le long des frontières occidentales de la République soviétique ont entrepris de créer leurs propres forces armées, ce qui, dans un avenir immédiat, était censé compliquer et augmenter les tâches auxquelles était confronté le commandement soviétique.

Il semblait que la situation militaire qui se présentait à la suite de la défaite militaire de l'Allemagne et de ses alliés ouvrirait les perspectives les plus brillantes pour la politique française en ce qui concerne l'approfondissement et l'élargissement de l'intervention. L'ouverture des Dardanelles permettrait d'intervenir dans les nouveaux centres vitaux de la République soviétique (sud de la Russie et Ukraine).

En se préparant à étendre l'intervention à ces régions, à la mi-novembre 1918, la Grande-Bretagne et la France publièrent une nouvelle déclaration dans laquelle elles proclamaient ouvertement leur entrée en Russie pour « le maintien de l'ordre » et pour sa « libération » des « usurpateurs bolcheviks ». Partant de cette déclaration, ils conclurent à Iasi un accord avec les ruines des partis contre-révolutionnaires russes et ukrainiens concernant une intervention dans le sud de l'Union soviétique. Cet accord n'était nécessaire aux Alliés qu'à titre juridique, car l'occupation de la Russie méridionale avait déjà été décidée à l'avance. Dès le 27 octobre 1918, Clemenceau, le chef du gouvernement français, informa le commandant français du front de l'Est, le général Franchet d'Esperey, du « plan d'isolement économique du bolchevisme en Russie dans le but de provoquer sa chute ». Dans cette lettre, il était proposé au général Franchet d'Esperey d'élaborer un plan pour la création d'une base pour les forces alliées à Odessa.

Il était initialement prévu de déplacer 12 divisions franco-grecques pour mener à bien l'intervention dans le sud de notre république. Un certain nombre de raisons objectives, dont la principale était l'instabilité de la situation intérieure en Europe même et les mutineries dans de nombreuses unités de l'armée et de la marine françaises, ont contrecarré ce vaste projet, de sorte que l'intervention dans le sud a eu lieu sous une forme assez modeste. Au moment de sa mise en œuvre effective, la France et la Grande-Bretagne se sont empressées de conclure entre elles un accord sur la délimitation des sphères d'influence, guidées par l'intérêt économique de leur capital dans celles-ci. Selon cet accord du 23 décembre 1918, l'Ukraine, la Pologne, la Crimée et la partie occidentale de la région du Don devaient faire partie de la sphère d'influence française. La Grande-Bretagne se réservait le droit d'exercer une influence prédominante dans le nord, dans les États baltes, dans le Caucase, dans le Kouban et dans la partie orientale de la région du Don. Le désir de s'établir solidement dans le TransCaucase et en Asie centrale témoignait de la crainte des Anglais pour le sort de leurs colonies asiatiques dans lesquelles la Révolution d'Octobre, qui avait proclamé la liberté des nations de déterminer leur propre destin, menaçait d'allumer la flamme des soulèvements nationaux-révolutionnaires. Dans le même temps, dans les deux pays, des voix ont commencé à se faire entendre, qui ont trouvé un écho à la Conférence de paix de Versailles, selon lesquelles avec l'apparition d'une « Grande Pologne » en Europe de l'Est, la question russe avait perdu de son importance pour l'équilibre des forces européennes et que la Russie appartenait plus probablement à l'Asie qu'à l'Europe.

Il était initialement prévu de déplacer 12 divisions franco-grecques pour mener à bien l'intervention dans le sud de notre république. Un certain nombre de raisons objectives, dont la principale était l'instabilité de la situation intérieure en Europe même et les mutineries dans de nombreuses unités de l'armée et de la marine françaises, ont contrecarré ce vaste projet, de sorte que l'intervention dans le sud a eu lieu sous une forme assez modeste. Au moment de sa mise en œuvre effective, la France et la Grande-Bretagne se sont empressées de conclure entre elles un accord sur la délimitation des sphères d'influence, guidées par l'intérêt économique de leur capital dans celles-ci. Selon cet accord du 23 décembre 1918, l'Ukraine, la Pologne, la Crimée et la partie occidentale de la région du Don devaient faire partie de la sphère d'influence française. La Grande-

Bretagne se réservait le droit d'exercer une influence prédominante dans le nord, dans les États baltes, dans le Caucase, dans le Kouban et dans la partie orientale de la région du Don. Le désir de s'établir solidement dans le Transcaucase et en Asie centrale témoignait de la crainte des Anglais pour le sort de leurs colonies asiatiques dans lesquelles la Révolution d'Octobre, qui avait proclamé la liberté des nations de déterminer leur propre destin, menaçait d'allumer la flamme des soulèvements nationaux-révolutionnaires. Dans le même temps, dans les deux pays, des voix ont commencé à se faire entendre, qui ont trouvé un écho à la Conférence de paix de Versailles, selon lesquelles avec l'apparition d'une « Grande Pologne » en Europe de l'Est, la question russe avait perdu de son importance pour l'équilibre des forces européennes et que la Russie appartenait plus probablement à l'Asie qu'à l'Europe.

L'intervention dans le sud de la Russie, qui a été principalement menée par les forces françaises, s'est terminée par un effondrement complet, dû tout d'abord à la démoralisation interne des troupes françaises. Cet effondrement, survenu en avril 1919, pousse la politique française sur une nouvelle voie. En quittant le camp des participants actifs et directs à l'intervention, la France décida de continuer à « apporter une aide réelle contre les bolcheviks aux nations limitrophes de l'Allemagne ». Soit dit en passant, tout en renonçant à participer activement à l'intervention, la France a continué à participer aux dépenses monétaires pour soutenir la contre-révolution russe (Koltchak, Dénikine). Pendant la première moitié de 1919, elle dépensa pour cette cause jusqu'à 300 millions de francs rien qu'en Sibérie. Ce n'est que le 9 août 1919 que la France, « à la suite de difficultés croissantes », cessa son soutien financier au gouvernement sibérien de Koltchak. En se retirant du nombre d'interventionnistes actifs sur le territoire de la RSFSR, la France retire également ses troupes. En avril 1919, il a évacué ses troupes de certains de nos ports de la mer Noire. Peu de temps après, la France retira ses forces de la côte de la mer Blanche. Finalement, en septembre 1919, la flotte française abandonna la mer Noire, mais en même temps tous les efforts de la France étaient dirigés vers le soutien aux nouveaux États frontaliers hostiles à l'Union soviétique, dont le principal était, comme nous l'avons déjà mentionné, la Pologne.

Cependant, dès la fin de notre guerre civile, lorsque le succès des armes soviétiques dans la campagne de 1920 commença à menacer la Pologne, le gouvernement français, le 13 août 1920, s'empessa de reconnaître le gouvernement qui s'était levé en Crimée sur les ruines de la contre-révolution méridionale et reposant sur les baïonnettes de l'armée de Vrangel. En tant que gouvernement de la Russie du Sud. Cette reconnaissance a été achetée au prix de l'asservissement économique complet du sud du pays aux intérêts français, qui, en cas de succès de Vrangel, auraient fait de notre riche sud une colonie française.

En même temps, tandis que la France se retirait peu à peu des rangs des interventionnistes actifs à partir du printemps de 1919, la ligne de la politique britannique en la matière resta inchangée pendant presque toute l'année 1919. Les troupes britanniques continuèrent d'occuper la côte de la mer Blanche. La flotte britannique opérait dans le golfe de Finlande contre la flotte rouge et nos ports côtiers. La Grande-Bretagne aidait matériellement les petits États baltes avec des instructeurs, ainsi que Koltchak et Dénikine, et avait construit l'armée du nord-ouest de Ioudénich dans les États baltes. Cependant, l'insuccès de l'intervention et de la guerre civile pour la contre-révolution interne a finalement forcé la politique britannique à changer d'attitude envers notre guerre civile.

En août 1919, la presse britannique de tous bords commença à tirer la sonnette d'alarme sur la situation des troupes britanniques le long de la côte de la mer Blanche et à exiger leur retrait de là. Le gouvernement a manifestement suivi cette campagne de presse, car l'évacuation des troupes britanniques de la côte de la mer Blanche a commencé dès septembre 1919. Après les échecs des armées blanches à l'automne 1919, Lloyd George proclamait déjà ouvertement au Parlement que le bolchevisme ne pouvait pas être vaincu par l'épée et qu'il était nécessaire de chercher des moyens de parvenir à un accord avec la RSFSR. Le 18 novembre 1919, il y déclara qu'il était impossible de financer indéfiniment les gouvernements blancs russes et qu'il était nécessaire de convoquer une conférence internationale pour résoudre la question russe.

Cette nouvelle orientation de la politique britannique a trouvé son expression finale dans l'entrée du gouvernement britannique dans les négociations commerciales avec la mission du camarade Krasin. Tout au long de l'année 1920, la Grande-Bretagne s'en tint à la ligne de non-ingérence dans notre guerre civile, bien qu'elle soutint l'armée de Vrangél diplomatiquement et financièrement et qu'elle essayât également d'améliorer diplomatiquement la situation de la Pologne. Par exemple, le 9 avril 1920, le commissaire suprême britannique à Constantinople, l'amiral de Robeck, appela les cosaques du Kouban et du Don à poursuivre la lutte contre le régime soviétique. Ce n'est qu'en juin 1920, sous l'influence des négociations sur la conclusion d'un accord commercial avec la Russie soviétique et de la lutte décisive des masses ouvrières britanniques contre l'intervention, que la Grande-Bretagne a officiellement appelé chez elle ses représentants de l'armée de Vrangél. La « protection » de la Pologne par la Grande-Bretagne, comme nous l'avons déjà mentionné, avait un caractère exclusivement diplomatique. L'acte le plus typique à cet égard est la note de Curzon du 13 juillet 1920, dans laquelle il exige catégoriquement que l'Armée rouge cesse son offensive, menaçant, en cas de refus, de conserver une totale liberté d'action.

Nous devons maintenant nous tourner vers le groupe de puissances limitrophes de notre pays. Nous avons déjà parlé de la Roumanie et des raisons de sa neutralité hostile à l'égard de la Russie soviétique. Ce pays, qui s'occupait de sécuriser ses nouveaux territoires qu'il avait reçus conformément au traité de Versailles, n'était pas particulièrement désireux de s'immiscer activement dans notre guerre civile, de peur de perdre ce dont il s'était déjà emparé. Ainsi, les puissances de l'Entente, principalement la France, plaçaient tous leurs espoirs dans l'État frontalier le plus puissant – la Pologne. Dans sa lutte contre la Russie soviétique, celle-ci poursuivait ses propres intérêts en plus de ceux de la France. Elle cherchait à restaurer sa frontière orientale à l'intérieur des frontières de 1772, ce qui lui aurait donné la Lituanie, la Biélorussie et la rive droite ukrainienne, avec une nationalité non polonaise qui gravitait autour de la République soviétique fraternelle. Les États frontaliers de la Finlande, de l'Estonie et de la Lettonie, qui étaient des ennemis politiques de l'État soviétique, étaient eux-mêmes trop faibles pour mener indépendamment une politique activement hostile à son égard. Ils n'ont donc formé de blocs ni entre eux ni avec la Pologne, qui s'est conduite tout à fait indépendamment pendant notre guerre civile. Ni la Pologne ni les autres nouveaux États énumérés ci-dessus ne pouvaient former un bloc avec la contre-révolution russe intérieure, dans la mesure où l'une des parties s'efforçait d'obtenir une autodétermination nationale et étatique complète, tandis que l'autre avait pour objectif final le rétablissement d'une « Russie unie et indivisible » à l'intérieur de ses frontières antérieures.

En raison de l'absence d'unité et d'accord dans l'encerclement de l'Union soviétique en matière de politique étrangère.

Cependant, comme nous l'avons vu, l'absence d'une unité et d'un accord suffisants dans le camp impérialiste en ce qui concerne la RSFSR n'a nullement entravé l'organisation d'une intervention dans la République soviétique ni le soutien que les impérialistes ont apporté aux formations contre-révolutionnaires sur le territoire de l'ancienne Russie tsariste. Tous les impérialistes étaient unis par une haine de classe enragée pour l'État prolétarien, la peur de la révolution socialiste et la peur de l'influence du coup d'État d'Octobre en Russie sur le prolétariat international. Ils comprenaient bien l'importance internationale du coup d'État socialiste. C'est pourquoi, malgré les contradictions qui existaient dans les détails de la politique impérialiste à l'égard du gouvernement ouvrier et paysan, au fond tous les impérialistes voyaient en lui le visage de l'ennemi de classe qui organisait le prolétariat international pour la révolution socialiste mondiale, un ennemi qui devait être détruit. Dans ce désir de vaincre la source organisatrice de la révolution socialiste internationale, l'impérialisme s'est joint aux classes en Russie qui n'ont pas pu se réconcilier avec la victoire du prolétariat et qui ont parié tout ce qu'elles avaient pour organiser une guerre civile contre l'État soviétique. La contre-révolution interne s'appuyait, à son tour, non seulement sur ses forces internes qui pouvaient être mobilisées pour la lutte contre le régime soviétique, mais aussi sur l'impérialisme international. Sans l'aide de ce dernier, la contre-

révolution nationale n'aurait pas atteint l'ampleur et la longévité qu'elle avait en 1918, 1919 et 1920.

Sur quelles forces la contre-révolution à l'intérieur du pays s'appuyait-elle et quelles classes étaient les organisateurs et les dirigeants de la lutte contre le régime soviétique ?

La réponse à cette question sera plus qu'évidente si l'on passe brièvement en revue les forces motrices d'Octobre et les conquêtes que la Révolution d'Octobre a apportées aux masses laborieuses. La principale et principale force motrice de la Révolution d'Octobre était la classe ouvrière. Seul le prolétariat, de connivence avec les paysans, pouvait résoudre les tâches qui avaient été posées avec tant d'urgence par tout le cours du développement historique de la Russie.

Seul le prolétariat pouvait détruire complètement la propriété foncière de la noblesse et transférer la terre à la paysannerie. La bourgeoisie n'en était pas capable, parce qu'elle était étroitement liée à la propriété de la terre par la noblesse et aurait beaucoup perdu de son élimination. La démocratie de la petite bourgeoisie, qui a succédé aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks, a également été incapable d'éliminer définitivement la propriété foncière de la noblesse, parce qu'elle était liée par ses racines de classe au capitalisme industriel et agraire et qu'elle en était le béni-oui-oui et qu'elle tremblait devant le spectre d'une révolution prolétarienne. Ainsi, la classe ouvrière était la seule classe révolutionnaire capable de détruire la propriété foncière de la noblesse et d'assurer le transfert de la terre entre les mains de la paysannerie. Seule la classe ouvrière était capable de sortir les masses paysannes de la guerre par la prise du pouvoir, l'organisation d'un État ouvrier et la conclusion de la paix. En raison de leur situation de classe, ni la grande ni la petite bourgeoisie n'ont pu renoncer aux annexions et aux indemnités et, par conséquent, à la poursuite du massacre impérialiste. La proclamation alors par la majorité socialiste-révolutionnaire-menchevique dans les soviets d'une paix « sans annexions ni indemnités » n'a été faite que sous la pression des masses qui ne voulaient pas la guerre. Il n'y a pas le moindre doute que si la bourgeoisie avait été en état de se maintenir au pouvoir jusqu'à la fin de la guerre impérialiste, les socialistes-révolutionnaires-mencheviks auraient activement aidé la bourgeoisie dans ses revendications annexionnistes.

La classe ouvrière était la seule classe révolutionnaire qui pouvait délivrer les travailleurs de la guerre.

Enfin, seul le prolétariat, en tant que classe révolutionnaire la plus conséquente, pouvait détruire complètement les restes du féodalisme dans la structure étatique, sociale et nationale, etc. de la vie russe. Les conditions objectives de la dictature du prolétariat étaient donc à portée de main. Ces conditions objectives ont été multipliées par l'activisme politique du prolétariat russe, qui avait acquis dans les batailles précédentes un magnifique tempérament révolutionnaire, sa concentration dans les centres décisifs (Leningrad, Moscou, l'Oural, le Donbass, Bakou, Ivano-Voznesensk, etc.) et la présence du parti bolchevique, qui dirigeait le prolétariat et qui était lié à la classe ouvrière par des liens étroits et qui possédait toutes les qualités d'un révolutionnaire prolétarien le chef de sa classe. Le renforcement de l'influence des bolcheviks sur les masses ouvrières a été facilité dans une large mesure par la politique des partis d'apaisement, qui agissaient à la demande de la bourgeoisie et qui ont rapidement révélé leur véritable visage de classe en tant que béni-oui-oui bourgeois. Pendant la période de février à octobre, en passant par les journées d'avril (note de Milioukov), de juillet et d'août (la mutinerie de Kornilov), les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires perdirent leur influence sur les masses avec une rapidité catastrophique pour eux. Les sympathies des masses se déplaçaient sans interruption vers la gauche, vers les bolcheviks. Les conditions subjectives énumérées ont créé l'occasion d'un tel emploi des conditions objectives de la situation révolutionnaire immédiate d'avant Octobre, et grâce à laquelle la victoire d'Octobre était presque entièrement assurée.

La classe ouvrière s'est efforcée de s'emparer du pouvoir en se liguant avec la masse principale de la paysannerie. La paysannerie avait besoin de s'emparer des terres de la noblesse, de sortir de la guerre et de se protéger une fois pour toutes contre l'exploitation des propriétaires terriens féodaux et capitalistes koulaks. Mais la paysannerie, en raison de sa nature dispersée et dispersée, de son retard et de sa situation de classe intermédiaire (d'un côté il y avait le propriétaire

privé, et de l'autre l'ouvrier, exploité par le capital), ne peut pas jouer un rôle révolutionnaire indépendant. Il ne peut résoudre des tâches révolutionnaires qu'en alliance avec la classe ouvrière et sous sa direction. Si ce n'est pas le cas, la paysannerie tombera inévitablement sous la domination de classe du capital et sera l'objet de son exploitation, ne détaillant de ses rangs et au prix de son propre appauvrissement qu'un petit nombre dans le groupe de la bourgeoisie villageoise. D'autre part, la paysannerie, en alliance avec la classe ouvrière et sous sa direction, peut jouer un rôle révolutionnaire d'importance historique mondiale. Elle a joué un tel rôle en octobre 1917, lorsque les masses paysannes ont rejoint le prolétariat et, sous la direction de ce dernier, ont renversé le gouvernement provisoire.⁵⁶ Ainsi, les masses pauvres et moyennes des villages ont été la deuxième force motrice de la Révolution d'Octobre.

Cependant, le prolétariat ne pouvait pas se fixer les objectifs limités d'une révolution démocratique bourgeoise : la saisie de la terre et l'élimination des vestiges féodaux ; Elle s'est donné pour mission la révolution socialiste et la tâche de construire une nouvelle société socialiste et d'éliminer les rapports entre bourgeois et capitalistes, parce que seule une révolution socialiste était en plein et entier accord avec les intérêts de classe de la classe ouvrière. Lénine, sur la question de la relation entre une révolution démocratique bourgeoise et une révolution socialiste, écrivait ce qui suit :

« Afin de consolider pour les peuples de Russie les conquêtes de la révolution démocratique bourgeoise, nous devons aller plus loin, et nous avons avancé davantage. En même temps, en passant, nous avons résolu les questions de la révolution démocratique bourgeoise, comme un effet secondaire de notre principal et véritable travail prolétarien-révolutionnaire et socialiste... Le premier est devenu le second. Le second a résolu les questions du premier, en passant. La seconde consolida la cause de la première. »

Mais la révolution socialiste n'est pas seulement l'élimination des restes féodaux, mais l'élimination des rapports capitalistes, et il est donc naturel que, contre le bloc ouvrier et paysan, qui était le soutien de la dictature prolétarienne même avant la révolution d'Octobre dans son état, pour ainsi dire embryonnaire, a commencé à se former et, après Octobre, a finalement formé un bloc des trois classes et groupes contre lesquels la Révolution d'Octobre avait été menée. Les grands propriétaires terriens féodaux et les agrariens capitalistes, les banquiers et les propriétaires d'entreprises commerciales et industrielles, les Cent-Noirs et les libéraux de gauche se sont levés dans un front uni contre la dictature prolétarienne. Avec eux contre le bloc ouvrier et paysan surgissaient tous les protégés et les représentants des anciennes classes dirigeantes dans l'armée et l'appareil d'État : généraux et officiers, bureaucrates et clergé. Tous ces groupes ont été le fer de lance de la contre-révolution, ses organisateurs et ses inspireurs. Les officiers et la bourgeoisie villageoise créèrent les premiers cadres des forces blanches. Naturellement, la contre-révolution s'adressait d'abord aux classes des villes et des campagnes dont les intérêts avaient été plus ou moins lésés par la Révolution d'Octobre. La base de la contre-révolution dans les campagnes était la classe *koulak*, dont la rage contre le régime soviétique a atteint son apogée particulière à la suite de l'organisation des comités des pauvres et de la lutte décisive pour le pain : les *koulaks*, en eux-mêmes, ne pouvaient pas, bien sûr, se résigner au mot d'ordre de la révolution socialiste. La classe *koulak* n'était intéressée à l'élimination des grandes propriétés foncières que dans la mesure où cela signifiait l'élimination d'un concurrent dangereux en matière d'exploitation de la paysannerie pauvre et moyenne et dans la mesure où l'élimination de ce concurrent ouvrait de larges perspectives à la classe *koulak*. Mais la révolution socialiste, parmi ses mots d'ordre, a aussi le mot d'ordre de lutter résolument contre les *koulaks* en tant que porteurs des tendances capitalistes dans la vie économique, tandis que cette lutte s'intensifiait à mesure que les masses pauvres et ouvrières des campagnes se mettaient à exproprier les propriétés des *koulaks*. La lutte des *koulaks* contre la révolution prolétarienne s'est déroulée sous les formes les plus variées : sous la forme du service dans les armées de la Garde blanche, sous la forme de l'organisation de leurs propres détachements, et sous la forme d'un large mouvement rebelle à l'arrière de la révolution sous divers slogans nationaux, de classe et religieux, jusqu'aux mots d'ordre anarchistes. Indépendamment de la forme et des slogans des soulèvements des *koulaks*, leur essence était que les *koulaks* étaient dans un front

uni avec le grand capital et les propriétaires terriens contre le bloc des ouvriers et des paysans. Le bloc contre-révolutionnaire était particulièrement fort dans les régions de notre pays où les contradictions de classe et nationales se manifestaient avec une acuité particulière. Par exemple, le long du Don, où il y avait d'un côté un prolétariat nombreux et une paysannerie non cosaque, essentiellement sans droits, et de l'autre les grands propriétaires terriens, les généraux et les officiers cosaques, et les *koulaks* cosaques, qui jouissaient de privilèges séculaires, la guerre civile a pris des formes, une ampleur et une durée particulièrement aiguës, parce que les deux camps bénéficiaient d'un soutien de classe suffisamment puissant dans les campagnes. La guerre civile s'est déroulée avec non moins d'amertume en Ukraine, où il y avait un nombre suffisamment important de possessions de *koulaks*. Ici, ces méthodes pour tirer parti des attitudes nationales des masses, avec l'aide desquelles la contre-révolution nationaliste bourgeoise de Petlioura et la contre-révolution des propriétaires terriens-bourgeois de Skoropadskii et l'impérialisme allemand ont tenté de provoquer la révolution prolétarienne en Ukraine, sont très instructives. Le fait que la contre-révolution ait commencé à former ses armées, c'est-à-dire dans les régions frontalières, et que, même avant la révolution d'Octobre, les contre-révolutionnaires aient commencé à se rassembler dans le Don, en Ukraine, dans le Kouban, etc., peut s'expliquer tout d'abord par les caractéristiques de classe et nationales de ces zones frontalières et aussi en partie par le fait qu'il y avait évidemment des éléments du « hard power » de la restauration capitaliste par les propriétaires terriens (par exemple, Kalédine le long du Don) ici. La bourgeoisie et les propriétaires terriens comprenaient bien qu'au centre, là où le *koulak* était faible, là où le prolétariat était nombreux et organisé, là où les masses pouvaient mordre à l'hameçon des mots d'ordre nationalistes, ils ne pouvaient rien faire. C'est pourquoi la contre-révolution a d'abord relevé la tête en Finlande et en Ukraine, le long du Don, dans le Caucase, etc. La plus grande proximité géographique des zones frontalières avec les pays impérialistes influença, dans une certaine mesure, la concentration des forces motrices de la contre-révolution précisément dans les zones frontalières.

Telle était la disposition des forces et la géographie de cette disposition. D'un côté, il y avait le bloc ouvrier et paysan sous la direction du prolétariat et sous les mots d'ordre de la révolution socialiste, et de l'autre, il y avait le bloc des propriétaires fonciers bourgeois sous les mots d'ordre de la restauration capitaliste bourgeoise.

Une estimation de la force de la contre-révolution au moment du coup d'État d'Octobre serait incomplète si nous ne disions pas quelques mots sur les processus de stratification qui se déroulaient dans les rangs de l'ancienne armée. Celle-ci, alors qu'elle se désagrégeait, produisait des cadres non seulement pour la future armée de la révolution, mais aussi pour l'armée de la contre-révolution bourgeoise-proprétaire terrienne. Les unités de choc, les formations nationales, une partie des troupes cosaques, les états-majors supérieurs et les sociétés d'officiers, qui ont surgi pendant la révolution de Février, étaient des organisations dont la majorité représentait une force hostile à la révolution d'Octobre.

La Révolution d'Octobre, victorieuse à Pétrograd, à Moscou et dans un certain nombre de centres décisifs du pays, a dû encore faire face à une lutte difficile pour consolider sa victoire dans tout le pays.

On peut dire sans exagération qu'à l'époque de la Révolution d'Octobre, tous les éléments d'une contre-révolution bourgeoise-proprétaire foncier avaient manifestement mûri sous le couvert des phrases socialistes du gouvernement Kerenski. Seule la révolution prolétarienne intervenait et pouvait interférer avec cela. Comme nous l'avons déjà dit, le bloc contre-révolutionnaire s'est uni à l'intervention et a formé avec elle un front unique pour la lutte contre la dictature du prolétariat.

Pour une description complète de la disposition des forces motrices, il est nécessaire d'aborder brièvement les hésitations de la paysannerie moyenne, qui exerça une influence sur le cours de la guerre civile. Dans certaines régions (la région de la Volga, la Sibérie), cette hésitation amena au pouvoir les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks et facilita parfois le mouvement des gardes blancs dans les profondeurs du territoire de la RSFSR. Cependant, pendant la guerre civile, cette hésitation a inévitablement conduit au mouvement de la paysannerie moyenne du côté du régime soviétique. Les paysans moyens virent de leurs propres yeux que le passage du pouvoir

aux conciliateurs n'était qu'un court épisode, qu'il devait être remplacé par une dictature sans fard des généraux (du « Comité démocratique de Samara de l'Assemblée constituante » à la dictature de Koltchak), qu'il s'agissait d'une étape à partir de laquelle le vieux propriétaire foncier, capitaliste et général, arriverait au pouvoir et que l'arrivée des forces blanches s'accompagnait inévitablement de l'arrivée du propriétaire terrien et le rétablissement des relations prérévolutionnaires. La force de l'hésitation des paysans moyens en faveur du régime soviétique s'est particulièrement manifestée dans la capacité de combat des armées blanche et rouge. Les armées blanches étaient essentiellement aptes au combat tant qu'elles étaient plus ou moins homogènes au sens de classe. C'est lorsque le front s'élargit et qu'ils avancent que les gardes blancs ont eu recours à la mobilisation de la paysannerie et à l'accumulation de ces masses mobilisées qu'ils ont inévitablement perdu leur capacité de combat et se sont effondrés. Bien au contraire, l'Armée rouge se renforçait de mois en mois et les masses paysannes moyennes mobilisées des campagnes défendaient vigoureusement le régime soviétique contre la contre-révolution.

La guerre civile, qui embrassait une partie importante du territoire de la République soviétique et se déroulait du centre aux frontières du pays, a naturellement eu plusieurs théâtres d'activités militaires. Ces théâtres se distinguaient nettement les uns des autres en fonction des conditions économiques, sociales et géographiques.

Sans entrer dans les détails de la description des théâtres, nous présentons ici une brève description opérationnelle de chacun d'entre eux.

Le théâtre septentrional comprenait l'énorme espace du nord de la Russie, des mers polaires septentrionales aux bassins de la haute Volga et de la Kama, inclusivement. À l'est, sa frontière était la chaîne de l'Oural, et à l'ouest la frontière avec la Finlande. L'importance opérationnelle du théâtre était que les routes le traversaient depuis les ports du nord de la Russie (Mourmansk, Archangel) vers l'intérieur du pays et vers ses centres révolutionnaires vitaux. Ce théâtre, d'après ses caractéristiques, pourrait être classé parmi les théâtres sous-développés. D'immenses zones de forêts marécageuses le rendaient accessible, non pas partout, mais le long de quelques axes (le cours des grandes rivières et les quelques lignes de chemin de fer). La population était très clairsemée et dispersée et concentrée le long des vallées fluviales ou le long de la côte, où elle se livrait à la pêche. En raison du faible développement de l'industrie industrielle, le prolétariat industriel était presque absent. Il n'y avait pas d'abondance de moyens locaux. Le climat est rigoureux, surtout en hiver. Au sens militaire, le théâtre était un théâtre boisé et sous-développé typique, bon pour les activités de détachements individuels composés principalement d'infanterie adaptée aux conditions locales. L'éloignement du théâtre des principaux centres vitaux et des zones du pays, en raison des caractéristiques physiques et climatiques défavorables de la région, en a fait un théâtre secondaire tout au long de la guerre civile.

En termes de taille, le théâtre oriental était le plus grand théâtre non seulement de notre guerre civile, mais de toutes les guerres. Il s'étendait en profondeur sur plusieurs milliers de kilomètres de la moyenne Volga au méridien du lac Baïkal ; ses frontières au nord coïncidaient avec le littoral des continents européen et asiatique ; au sud, sa frontière longeait les rives de la mer Caspienne, puis longeait la frontière terrestre avec le Turkestan, la Mongolie et la Chine. Le théâtre ne pouvait constituer ni un tout géographique ni un tout économique à l'intérieur de ces frontières étendues. Il est donc naturel de le subdiviser en trois théâtres locaux : la Volga, l'Oural et la Sibérie occidentale. L'importance économique du théâtre de la Volga a été déterminée par la présence d'une puissante route commerciale naturelle des céréales sous la forme de la Volga moyenne, qui traversait les zones de production. L'importance militaire de ce théâtre local a été déterminée par la présence de cette ligne puissante, qui était la dernière barrière le long des routes de la Sibérie dans les profondeurs des régions les plus importantes politiquement et économiquement du pays, ainsi que les routes les plus pratiques et les plus courtes menant de la chaîne de l'Oural au centre révolutionnaire de Moscou. Et aussi en raison de ses reliefs, qui étaient faciles et variés, ainsi que de la présence de ressources locales et des qualités du climat, ainsi que du développement d'un réseau de chemins de terre, le théâtre était assez pratique pour les activités de grandes masses de troupes. L'écrasante majorité de la population était engagée dans l'agriculture.

Le théâtre de l'Oural différait fortement du théâtre de la Volga, tant au point de vue géographique qu'économique et social. Sur le plan économique, le théâtre de l'Oural devrait figurer parmi les zones de consommation, dans la mesure où l'exploitation minière était son seul type d'industrie productive. La présence de grands centres et de zones industrielles a fait de l'Oural l'une des zones où le prolétariat était concentré. Une caractéristique de ce dernier était qu'il n'avait pas perdu ses liens avec la paysannerie, étant dans une large mesure lié à la terre. Ainsi, dans ses attitudes, le prolétariat de l'Oural reflétait souvent les attitudes hésitantes de la masse paysanne (les soulèvements dans les usines de Nev'yansk, d'Ijevsk et de Votkinsk à l'été 1918). Mais dans l'ensemble, la composition de classe de la population du théâtre de l'Oural devrait être reconnue comme suffisamment favorable au régime soviétique. Au sens militaire, le théâtre de l'Oural était un théâtre de montagne typique, puissant dans ses caractéristiques naturelles. Sa grande étendue (plus de 1 200 kilomètres) en a fait une puissante ligne naturelle séparant les parties européenne et asiatique de la république.

D'après son relief et la composition et le mode de vie de la population, le théâtre de Sibérie occidentale était plus proche du théâtre de la Volga que du théâtre de l'Oural. Elle se distinguait par la stratification particulière de la paysannerie en une paysannerie indigène, forte et prospère, qui n'était pas familière avec le pouvoir des propriétaires fonciers, et la paysannerie nouvellement arrivée de Russie, qui s'était installée le long du chemin de fer transsibérien, et qui connaissait bien les propriétaires fonciers et la révolution agraire de 1905. Cette couche de la paysannerie était un allié fiable du régime soviétique au sens politique. Au sens militaire, le théâtre de la Sibérie occidentale, comme le théâtre de la Volga, malgré le climat quelque peu plus rude, était accessible dans la partie occidentale pour des actions de grandes masses de troupes, bien que leur liberté de manœuvre ait été limitée par le faible développement des voies de communication et la nécessité d'être basé sur le chemin de fer transsibérien, en tant que principal nerf du pays. La vulnérabilité des communications des armées qui y opéraient, la grande étendue du théâtre et les mauvaises voies de communication – toutes ces conditions ont déterminé la possibilité d'un large développement des activités partisans sur ce théâtre, en particulier le long des flancs et des communications des armées.

Le théâtre du sud, qui incluait parfois le théâtre ukrainien, embrassait les riches régions productrices du sud de la Russie. Dans l'ensemble, elle se distinguait par ses plaines, par endroits un pays steppique, ce qui la rendait assez favorable aux opérations de grandes masses de cavalerie, ainsi que par son climat relativement doux. Au sens de classe, la population du théâtre se caractérisait par sa diversité et la complexité des relations mutuelles. La partie sud-est du théâtre, les zones cosaques, représentaient socialement deux catégories de population qui étaient antagonistes l'une envers l'autre sur la base de relations agraires non réglementées : la paysannerie nouvellement arrivée, les « étrangers » (environ 50 % de la population) et les cosaques. L'exacerbation des relations entre la haute société privilégiée (la classe des officiers) et les Cosaques aisés et les Cosaques moyens et pauvres a pu être observée parmi les Cosaques. Le prolétariat des zones industrielles de 1918-1921 était dispersé dans la masse globale de la population dans des îles individuelles, parfois importantes (le Donbass).

La population de l'Ukraine dans le contexte de classe avait pour caractéristique le fait que le prolétariat ouvrier, qui n'appartenait pas principalement à la population indigène du pays, était concentré dans les grands centres urbains, ainsi que dans les zones minières (le Donbass) ; La population indigène du pays se composait d'une paysannerie assez hétérogène au sens économique, tandis que les éléments koulaks qui soutenaient les aspirations national-chauvines de la petite bourgeoisie et de l'intelligentsia urbaines étaient, par endroits, considérablement dispersés parmi la masse globale des paysans pauvres et moyens.

Le théâtre occidental de la guerre civile englobait toutes les régions occidentales et nord-occidentales de l'ancien Empire russe. On peut suivre grossièrement sa frontière orientale le long des sources de la rivière Bérézina occidentale et de la ligne du fleuve Dniepr. L'importance opérationnelle du théâtre était déterminée par le fait qu'il traversait les routes les plus courtes et les mieux faites des centres révolutionnaires russes vers les États nouvellement indépendants. Étant

assez accessible pour les opérations de grandes masses de troupes en fonction de ses caractéristiques physiques et climatiques, le théâtre était beaucoup plus pauvre en ressources locales que les théâtres ukrainien et méridional. Du point de vue de classe, le théâtre était principalement un pays de paysans pauvres et moyens, dominé par des classes dirigeantes d'une autre nationalité (Allemands, Polonais et Russes). Le prolétariat dans la partie orientale du théâtre était peu nombreux et groupé dans les villes et les petites villes et n'appartenait pas aux groupes nationaux indigènes (Juifs). En ce qui concerne les zones prolétariennes, qui ont surgi avant la guerre mondiale dans la partie occidentale de ce théâtre, elles avaient été dans une large mesure détruites par la guerre mondiale (Riga, Varsovie, Lodz, etc.).

Les quatre théâtres énumérés ci-dessus ont été les principaux tout au long de la guerre civile.

Le Caucase du Nord, qui était proche de la partie orientale des théâtres méridionaux, et enfin le théâtre nord-ouest, qui comprenait les approches de Petrograd depuis la Finlande, l'Estonie et la Lettonie, ont acquis une signification épisodique en tant que théâtres. Ce dernier théâtre n'offrait aucune caractéristique notable le distinguant du théâtre occidental au sens climatique et physique. Au sens de classe, ce théâtre était l'un des plus favorables à la stratégie soviétique, dans la mesure où il incluait la région de Petrograd, avec son puissant prolétariat conscient qui avait été tempéré dans la lutte révolutionnaire.

Une caractéristique générale de tous les théâtres était la prédominance de la population rurale sur la population urbaine, qui, selon les données du recensement de 1897, était exprimée à 86,5 % pour la population rurale et à 13,5 % pour la population urbaine. La classe ouvrière, selon son nombre et son degré d'organisation, dominait parmi la population urbaine, tandis que parmi la population rurale, la masse nombreuse des paysans moyens dominait.

Du point de vue de classe, la composition de la population était, dans l'ensemble, favorable à la stratégie soviétique ; même dans les zones les plus vitales pour la contre-révolution, c'est-à-dire dans les zones cosaques, le régime soviétique pouvait compter sur la sympathie et le soutien d'au moins la moitié de la population.

En ce qui concerne les ressources locales, tous les avantages étaient initialement du côté de l'ennemi, qui en 1918-1919 contrôlait les sources de l'industrie extractive et les zones agricoles, tandis que les forces soviétiques se concentraient dans les zones de transformation et de consommation.

Une caractéristique générale de tous les théâtres en matière de routes était leur pauvreté relative en voies de communication artificielles. La partie centrale du pays était dans un état plus favorable en ce sens. Derrière lui se trouvaient le théâtre occidental, puis le théâtre sud. Les théâtres de l'Est et du Nord présentaient les conditions les plus défavorables.

Partant des objectifs politiques de sa stratégie, à savoir « la lutte contre le bolchevisme jusqu'à sa destruction finale », les directives opérationnelles des Blancs s'étendaient des zones où les armées contre-révolutionnaires avaient été initialement formées (la Volga, l'Ukraine, les nouveaux États) aux centres vitaux de la révolution – les capitales révolutionnaires de Petrograd et de Moscou.

Les orientations opérationnelles des armées contre-révolutionnaires ne correspondaient pas toujours aux critères de brièveté et de faveur, parce que pour les choisir, les différents groupes du mouvement blanc devaient souvent être guidés par les souhaits des pays qui les soutenaient. Nous avons noté plus haut les contradictions qui divisaient le front unique des impérialistes dans la « question russe ». Il faut expliquer par ces contradictions cette circonstance, à première vue difficile à comprendre, que, tout en avançant sous le mot d'ordre général d'une « Russie unifiée et indivisible », les groupes blancs reflétaient en eux-mêmes les intérêts contradictoires de leurs patrons étrangers. D'autre part, le mot d'ordre « unifié et indivisible » a suscité une attitude de méfiance à l'égard de ses défenseurs de la part des gouvernements bourgeois et petits-bourgeois des nationalités précédemment opprimées au cours de la guerre civile.

Les directions opérationnelles de la stratégie soviétique s'étendaient de la zone centrale aux zones vitales de la contre-révolution méridionale, sibérienne et ukrainienne, coïncidant dans de nombreux cas avec les directives opérationnelles de l'ennemi.

Les directions opérationnelles de la stratégie soviétique s'étendaient de la zone centrale aux zones vitales de la contre-révolution méridionale, sibérienne et ukrainienne, coïncidant dans de nombreux cas avec les directives opérationnelles de l'ennemi.